

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

**ARRETE**  
**portant autorisation d'une installation classée**  
**pour la protection de l'environnement**

DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

*Le Préfet des Côtes d'Armor*  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*

DB

- VU Le Titre I du livre V du Code de l'Environnement ;
- VU le Décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU le Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 ;
- VU le Décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le Décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 1<sup>er</sup> juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 de la nomenclature ;
- VU l'Arrêté ministériel du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'Arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 modifié le 1<sup>er</sup> août 2002 établissant les programmes d'action à mettre en œuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le récépissé de déclaration du 11 août 1972 permettant à M. Albert LE CORRE d'exploiter à LANGOAT au lieu-dit « Convent Leroux » un poulailler de 13494 poulettes au sol ;
- VU l'Arrêté préfectoral du 6 mars 1985 modifié le 19 juin 1990 autorisant la Sté Civile Agricole à exploiter à LANGOAT au lieu-dit « Convent Leroux » un élevage avicole de 31300 poules pondeuses (soit 31300 animaux-équivalents) ;
- VU la demande présentée par l'EARL CONVENT LEROUX sise à LANGOAT au lieu-dit « Convent Leroux » en vue de la régularisation de 2506 poulettes démarrées et 5070 poules pondeuses (soit 7576 animaux-équivalents), la création de 2185 poulettes démarrées (soit 2185 animaux-équivalents) en extension des élevages déclaré et autorisé, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de LANGOAT (22 juin 1999), QUEMPERVEN (3 juin 1999), COATREVEN (5 juillet 1999), LANMERIN (25 juin 1999) TREZENY (2 juillet 1999), PLEUBIAN (10 juin 1999) ;
- VU les avis des services consultés lors de la procédure installation classée ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 18 mai 2004 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 2 juillet 2004 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'Environnement, notamment l'article L 512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;  
CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif pour l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne seront pas supérieurs aux besoins des plantes ;  
CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

## **- A R R E T E -**

### **ARTICLE 1er -**

L'EARL CONVENANT LEROUX, ci-après dénommé l'éleveur, sise à LANGOAT au lieu-dit "Convenant Leroux", est autorisée à exploiter à cette adresse (sections ZB n°33,37,38,40), conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 54555 animaux-équivalents en présence simultanée répartis comme suit : 36770 poules pondeuses oeufs de consommation. et 18135 poulettes.

- Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions réglementaires ainsi que celles définies ci-après.

Il est donné acte à l'EARL DE CONVENANT LEROUX de sa déclaration par laquelle elle fait connaître qu'elle va exploiter également à cette adresse des fabriques d'engrais et de supports de culture (fientes déshydratées) à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 195 tonnes par an avec un taux de matière sèche de 70 %.

Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et supports de culture, l'éleveur devra respecter les prescriptions complémentaires édictées à l'article 3 ci-après.

### **ARTICLE 2 - Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage :**

#### **2.1. - Aménagement et exploitation :**

2.1.1 - Toutes les eaux usées (sas, etc ...) y compris celles du lavage éventuel du(des) poulailler(s) entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du(des) poulailler(s) seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.2. - Toutes les déjections doivent être stockées dans les ouvrages de stockage réservés à cet effet. Tout stockage de déjections sur le site, en dehors des ouvrages de stockage, sur le site d'implantation des poulaillers, est interdit.

2.1.3. - Le poulailler derrière la maison d'habitation inexploité depuis 1998, doit être désaffecté (enlèvement du matériel intérieur d'élevage et des silos) dans un délai de six mois. L'aviculteur assurera l'entretien des bâtiments.

2.1.4 - Les éleveurs doivent respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du captage d'eau de Pont Scoul sur le Guindy.

2.1.5 - L'épandage de déjections avicoles à l'état brut sur les parcelles de l'exploitation agricole du GAEC de Poul Rallec en Pleubian est interdit à moins de 500 mètres du littoral et de l'embouchure du Guindy.

2.1.6 - L'épandage de déjections avicoles à l'état brut est interdit sur l'exploitation agricole du GAEC de Poul Rallec en Pleubian du 1er mai au 31 août.

## **2.2. - Sécurité :**

2.2.1. - Les matériaux employés pour la construction du(des) bâtiment(s) devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé dans le hangar de stockage des fientes déshydratées et à proximité d'une issue.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m<sup>3</sup> conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

## **ARTICLE 3 : - Prescriptions complémentaires concernant la fabrique d'engrais et supports de cultures :**

### **3.1 : - Dispositions générales :**

#### **3.1.1. - Conformité de l'installation à la déclaration :**

L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande, lesquelles seront adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions ci-après.

#### **3.1.2. - Modifications :**

Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **3.1.3. Dossier installation classée :**

L'éleveur doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de déclaration,
- les plans tenus à jour,
- l'acte administratif réglementant l'activité,
- le cahier de suivi du compostage,
- les documents et analyses visés à l'article 3.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **3.2 : Implantation - aménagement :**

#### **3.2.1. Règles d'implantation :**

Sans préjudice des dispositions réglementaires applicables par ailleurs, l'installation doit être implantée :

- à au moins 100 mètres de toute habitation occupée par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, des établissements recevant du public, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers,
- à au moins 50 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau,
- à au moins 200 mètres des lieux et baignade et des plages,
- à au moins 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles, aquacoles et gisements naturels de coquillages.

#### **3.2.2. Intégration dans le paysage :**

L'éleveur prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site (peinture, plantations, engazonnement...). Il tient à jour un schéma d'aménagement visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant, et notamment autour des émissaires de rejets (plantations, engazonnement, etc.).

#### **3.2.3. Interdiction d'habitations au-dessus des installations :**

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux habités ou occupés par des tiers.

#### **3.2.4. Accessibilité - voie de circulation :**

Les différentes zones de l'installation doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les bâtiments éventuels sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.

A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Les véhicules sortant de l'installation n'entraîne pas de dépôt de poussières ou de déchets sur les voies de circulation.

#### **3.2.5. Installation :**

3.2.5.1. - Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant dispose pour le poulailler P4 poudeuses d'un système de préséchage par tunnel de séchage et un hangar (S = 301m<sup>2</sup>) de séchage et maturation des fientes déshydratées. Ces installations disposeront d'une capacité de production et de stockage d'au moins 6 mois.

3.2.5.2. - Le produit obtenu répondra aux critères imposés par les normes NFU-42 001. Le taux de matière sèche sera égale ou supérieure à 70 % conformément aux données indiquées dans la convention de mise en marché signée avec l'UCA de PLOUISY (22). Les autres critères qualitatifs de fabrication et commercialisation de produits NFU 42001 exigés par les firmes et/ou réglementaires seront respectés par l'éleveur.

3.2.5.3. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3.2.5.4. - Toutes les dispositions nécessaires seront prises pour récupérer les liquides d'égouttage qui seront, soit dirigés vers les installations de stockage, soit récupérés dans l'installation pour l'humidification des andains. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

3.2.5.5. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en œuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.2.5.6. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres.

3.2.5.7. - La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

3.2.5.8. - La fabrique d'engrais organiques et de supports de cultures devra être fonctionnelle dès la réalisation des travaux.

### 3.2.6. - Ventilation des locaux :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

### 3.3. - Exploitation - entretien :

#### 3.3.1. - Surveillance de l'exploitation :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

#### 3.3.2. - Propreté :

L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

### 3.3.3. - Contrôle et suivi :

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.3.3.1. - L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer des relevés journaliers.

3.3.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique avec au minimum :

- la quantité de matières premières entrantes par jour,
- l'origine des matières premières (nature et origine des déjections),
- les dates d'entrée en fabrication,
- les quantités d'eau apportée et les dates d'apport,
- les mesures de température (date des mesures et relevés de température),
- le bilan matière dans la mesure où le procédé démontrant un abattement d'azote sur le fertilisant à épandre.

La date de fabrication doit être indiquée pour chaque lot.

3.3.3.3. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.3.3.4. Ces documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.3.3.5. Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.3.3.6. Pour les composts qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

### 3.3.4 Utilisation

Produit utilisé comme produit commercial destiné à être mis sur le marché :

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les composts doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultat définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place trimestriellement les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH<sub>4</sub>, P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, K<sub>2</sub>O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les trois mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, œufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de trois mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-4.

Fientes déshydratées en tant que matière fertilisante destinée à l'épandage :

A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation ou d'avoir un produit conforme à une norme d'application obligatoire, l'exploitant doit respecter les dispositions réglementaires en matière d'épandage d'effluents d'origine agricole définies par les arrêtés préfectoraux relatifs aux élevages et par l'arrêté préfectoral relatif au programme d'action "nitrates".

Le produit obtenu selon la méthodologie définie dans le dossier et répondant à la norme peut être épandu à 10 mètres des tiers.

Le suivi de l'épandage est assuré par l'enregistrement sur le cahier de fertilisation conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Fientes déshydratées utilisées comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture vers une unité installation classée sous la rubrique 2170 :

L'exploitant doit mettre en place une traçabilité conformément à l'article 3.4.

### 3.4. Gestion des flux - Traçabilité

Une convention est établie avec la firme UCA de PLOUISY (22), qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2170 pour 195 tonnes (fientes déshydratées) par an soit 8793 kg d'azote.

Ces conventions devront préciser :

- les obligations de l'éleveur,
- les conditions de reprise,
- les modalités selon lesquelles la société qui assure la reprise fournira à l'inspecteur des installations classées les informations nécessaires concernant la destination finale du produit.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UI/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur. Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans les conventions de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m<sup>3</sup>,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m<sup>3</sup>, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer, sans délai, une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, l'éleveur devra arrêter l'exploitation partielle de l'élevage, soit 19540 poules.

### 3.5. - Prévention des risques incendie :

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ..) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre,
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

En cas d'exploitation par andains, l'exploitant doit disposer d'une aire réservée laissée disponible, de superficie au moins égale à 2 fois la surface d'un andain, et d'un engin approprié permettant d'étaler un tas en feu.

### 3.6. - Air - odeurs :

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envois de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation,
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

#### ARTICLE 4 -

Tous les travaux seront réalisés dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral.

#### ARTICLE 5 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

#### ARTICLE 6 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

#### ARTICLE 7 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de LANGOAT pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'EARL CONVENANT LEROUX.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'EARL CONVENANT LEROUX dans deux journaux d'annonces légales du département.

#### ARTICLE 9 -

Le présent arrêté abroge et remplace le récépissé de déclaration du 11 août 1972 et les arrêtés préfectoraux des 6 mars 1985 et 19 juin 1990 susvisés.

#### ARTICLE 10 -

**Délai et voie de recours** ((L 514.6 du Code de l'Environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 11 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Sous-Préfet de LANNION,  
Le Maire de LANGOAT,  
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'EARL CONVENANT LEROUX pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de QUEMPEVERN, COATREVEN, LANMERIN, TREZENY, PLEUBIAN, CAMLEZ pour information.

SAINT-BRIEUC, le **25 AOUT 2004**

LE PREFET,



Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général,

Jacques MICHELOT